



MINISTÈRE DES ARMÉES

CONVENTION

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

Le Groupement de Soutien de la Base de Défense (GSBdD) de Mont-de-Marsan représenté par le Commissaire en chef de première classe Yannick GUTIEREZ chef du GSBdD , ci-après appelé le bénéficiaire d'une part,

Et

....., dont le siège social est,
ci-après appelé l'occupant, d'autre part,

ARTICLE PRELIMINAIRE : Références

La procédure adaptée est réalisée par le GSBdD de Mont-de-Marsan.

Elle s'appuie sur les articles L.2123-1 et R2123-1 à R2123-8 du code de la commande publique, en vue de l'exploitation d'un local presse sur le site de la base aérienne 118 de Mont de Marsan en date du

L'autorisation d'occupation temporaire n°.....du domaine public non consécutive de droit réel.

Cette convention peut être résiliée par le Pouvoir Adjudicateur (PA) selon les articles L2195-1 à L2195-6 du CCAG/FCS.



MINISTÈRE DES ARMÉES

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente consultation a pour objet la passation d'une convention d'occupation domaniale en vue de l'exploitation d'un local presse de 26m2 sur le site de la base aérienne 118 de Mont-de-Marsan (dpt 40).

Le futur occupant sera responsable du bon fonctionnement du service, l'exploitera à ses risques et périls et acceptera de prendre en charge le service demandé conformément à la convention d'occupation domaniale.

La vente des produits proposés, sera à destination des usagers de la base de Défense de Mont-de-Marsan.

ARTICLE 2 : Durée

La présente convention prend effet à la date de la remise des clés par le cercle de la Base de défense de Mont-de-Marsan (BdD MDM) au bénéficiaire, jusqu'au 31 juillet 2026 sans pouvoir excéder la durée maximale prévue dans l'AOT susvisée.

La convention pourra être résiliée selon les conditions stipulées à l'article 8, s'appuyant sur le CCAG/FCS.

ARTICLE 3 : Modalités de mise à disposition des emplacements.

3.1 Désignation des locaux

Les espaces identifiés en annexe 1 sont mis à disposition du bénéficiaire.

3.2 État des lieux

Un état des lieux contradictoire est dressé lors de l'entrée et de la sortie des lieux du titulaire. L'original de ce document est conservé par l'autorité militaire. Ce dernier sera annexé à la convention lors de la signature.

Les clés d'accès aux locaux sont remises au titulaire à l'issue de l'état des lieux d'entrée par le délégué. À l'issue de l'état des lieux de sortie, les clés seront remises au représentant de l'administration.

L'occupant prend l'espace proposé dans l'état où il se trouve, en déclarant bien le connaître pour l'avoir visité préalablement, et le restituera dans l'état initial.

3.3 Accès aux locaux

L'occupant peut accéder aux locaux par l'entrée principale du mess. Aucune livraison est possible sur la base aérienne.

Il devra assurer la fermeture des entrées qui lui sont confiées.

ARTICLE 4 : Engagement des parties

4.1 Engagement du bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage :



MINISTÈRE DES ARMÉES

- s'acquitter d'une **redevance annuelle** au titre de l'autorisation d'occupation temporaire.
- à utiliser les locaux mis à disposition tel que décrit dans l'annexe 1. Il s'engage à respecter cet objectif et à ne pas en faire un usage contraire à sa destination ;
- à user paisiblement des locaux, à ne pas les dégrader par ses agissements, ses omissions ou par ceux des personnes accueillies ;
- à maintenir en bon état de propreté, d'entretien, d'utilisation, de fonctionnement et de sécurité tous les objets mobiliers, matériels et aménagements qui y sont compris. Le bénéficiaire est responsable de tout dommage et dégât provenant du fait de son exploitation.

4.2 Engagement du Pouvoir Adjudicateur (PA)

Le PA s'engage :

- à mettre à disposition les locaux en bon état d'usage ;
- à assurer au bénéficiaire l'usage paisible des lieux pendant la durée de la convention ;
- à maintenir les locaux en état de servir à l'usage prévu à la présente convention en effectuant les réparations autres que locatives.

ARTICLE 5 : Règlement intérieur

Le bénéficiaire est tenu de respecter le règlement intérieur et les consignes en vigueur au sein de la Base de Défense de Mont-de-Marsan. (BdD MDM).

Il doit s'abstenir de toute ingérence ou intervention dans l'organisation, les affaires et le fonctionnement de cet établissement, ne relevant pas des attributions et des pratiques qui lui sont confiées.

Le règlement intérieur est consultable dans les locaux du cercle de la BdD MDM.

Le cercle de la BdD MDM se réserve le droit d'interdire, à tout moment, l'accès aux contrevenants de manière provisoire ou définitive. Le représentant de l'administration en informe alors le bénéficiaire sur site dans les meilleurs délais.

ARTICLE 6 : Règles relatives à la santé et à la sécurité du travail

Le bénéficiaire reconnaît avoir pris connaissance de la réglementation relative à la santé et à la sécurité au travail en vigueur au sein de la BdD MDM. Il s'engage à avoir des activités en bonne adéquation avec les locaux fournis.

Il reconnaît avoir été formé préalablement à l'utilisation des locaux par l'officier sécurité-incendie de la BdD MDM des règles de sécurité contre les risques d'incendie, de l'emplacement des dispositifs d'alarme et des moyens d'extinction ainsi que des itinéraires d'évacuation et des issues de secours.

ARTICLE 7 : Responsabilités

Chaque partie s'engage à prendre en charge la couverture de son personnel, conformément aux dispositions statutaires dont il relève, soit de la législation applicable au régime des accidents du travail et des maladies professionnelles.



MINISTÈRE DES ARMÉES

Chaque partie est responsable, dans les conditions de droit commun, des dommages causés par son personnel aux locaux, au personnel de l'autre partie, aux tiers ou au matériels et équipements à l'occasion de l'exécution de la présente convention, sauf faute personnelle détachable du service.

Il appartient au bénéficiaire de souscrire un contrat d'assurance garantissant sa responsabilité civile locative. Une copie de l'assurance souscrite sera jointe en annexe à la présente convention.

Article 8 : Résiliation

La présente convention peut être résiliée.

Le PA peut procéder à la résiliation d'après les articles L2195-1 à L2195-6 du CCAG/FCS.

Au même titre que le titulaire d'un marché public, l'occupant ne pourra bénéficier d'une indemnité en se prévalant d'un préjudice résultant de l'expiration anticipée du contrat.

En revanche, il pourra bénéficier d'une indemnisation de la valeur non amortie des investissements qu'il a supportés et qui sont destinés à devenir la propriété de la personne publique ainsi que des frais financiers y afférents.

ARTICLE 9 : Litiges

Tout différent relatif à la validité, l'exécution, l'interprétation et / ou la résiliation de la présente convention, ou l'une des quelconques clauses, que les parties ne pourraient résoudre à l'amiable, sera porté devant la juridiction compétente.

Au tribunal administratif de Pau Villa Noulibos, 50 cours Lyautey CS 50543,64010 Pau Cedex.

Pour l'occupant	Pour le cercle de la base de défense MDM
Le gérant ou représentant habilité	Le directeur

Fait à Mont-de-Marsan le